

Bulletin d'histoire politique

La diffusion de l'histoire dans le Québec actuel

Compte rendu du colloque interuniversitaire québécois des étudiantes et étudiants d'histoire

Denis Morneau, Hugues Rivard et Patrick Laroche



Volume 4, numéro 1, automne 1995

Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063511ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063511ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morneau, D., Rivard, H. & Laroche, P. (1995). Compte rendu de [La diffusion de l'histoire dans le Québec actuel : compte rendu du colloque interuniversitaire québécois des étudiantes et étudiants d'histoire]. *Bulletin d'histoire politique*, 4(1), 43-53. <https://doi.org/10.7202/1063511ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA DIFFUSION DE L'HISTOIRE DANS LE QUÉBEC ACTUEL

Compte rendu du colloque interuniversitaire
québécois des étudiantes et étudiants d'histoire

Denis Morneau

Hugues Rivard

Patrick Laroche

*Étudiants au baccalauréat spécialisé en histoire
Département d'histoire de l'Université Laval*

De puis quelques années, il semble que les contingents d'étudiants dans les départements d'histoire des universités québécoises ont subi une augmentation numérique sensible. Paradoxalement, on remarque une raréfaction des possibilités d'emploi pour les diplômés de ce secteur. D'autant plus que l'avenir de la carrière d'enseignant en histoire de niveau secondaire, qui a toujours constitué le débouché par excellence d'un grand nombre, connaît depuis près d'un an un important blocage. Dans les faits, un certain nombre de départements d'histoire des universités du Québec ont refusé, en septembre 1994, de s'associer à la réforme des programmes de formation des maîtres. Parmi les nombreuses questions que provoque cet état de fait, émerge toujours celle, plus globale, de l'avenir de l'histoire et de sa place dans la société québécoise. Plus concrètement, la réflexion nous mène tout droit vers cette autre interrogation: quel est l'avenir d'un étudiant diplômé en histoire?

Ainsi préoccupé par des idées d'avenir professionnel, un groupe d'étudiants en histoire de l'Université Laval s'est mis en tête qu'il fallait provoquer une rencontre avec d'autres étudiants sur ces thèmes. L'idée d'un colloque était née: une rencontre mise sur pied par des étudiants et qui leur fournirait l'occasion de discuter.

Désireux d'élargir l'impact de cet événement peu commun chez les étudiants, nous proposons au lecteur une forme de chronique qui retrace la genèse et la réalisation de ce colloque, et qui décrit la réflexion qui a précédé, accompagné et suivi sa concrétisation.

Objectifs

Sur le plan de la conception et des principes fondamentaux, nous avons déterminé relativement tôt les objectifs de ce colloque. D'abord, nous avons voulu susciter une prise de conscience chez les étudiants historiens, une vaste réflexion sur l'histoire, sa place dans la société, la manière dont on l'enseigne et on la diffuse, de même que l'avenir professionnel des diplômés, la production écrite des historiens et la situation de l'histoire politique au Québec. Deuxièmement, par la formule misant sur la participation active dans les séminaires et les séances plénières, nous souhaitons que les discussions débouchent sur une prise de parole structurée chez les participants et caractérisées par le dynamisme d'un mouvement collectif. Selon nous, cette mise en commun des opinions et des expériences arriverait peut-être à créer un climat d'optimisme et à «donner une chance» aux idées exprimées par ceux qui constituent la relève de la discipline historique. Parallèlement, la création éventuelle de liens significatifs entre les associations d'étudiants en histoire occupait aussi une place parmi nos préoccupations.

En poursuivant la réflexion préparatoire à cet événement, nous devenions de plus en plus convaincus que notre cheminement ne saurait se passer d'une discussion, tant personnelle que collective, sur la pratique de la discipline et sur le rôle que l'histoire est appelée à jouer dans la société. Ajoutons enfin que l'organisation d'une telle rencontre constituait pour nous l'occasion de démontrer la détermination et la persévérance dont peuvent être capables les étudiants.

Le 27 janvier 1995, jour de l'ouverture du colloque, une centaine d'étudiants de Montréal, Sherbrooke, Chicoutimi, Trois-Rivières et Québec ont été accueillis sur le campus de l'Université Laval et ont manifesté par leur seule présence l'intérêt qu'ils portaient à une réflexion approfondie sur la pratique de l'histoire, sa diffusion et son avenir.

Conférence d'ouverture

Pour marquer l'ouverture du colloque, Denis Vaugois a prononcé une conférence sur l'état actuel de la discipline historique au Québec et sur ses principaux défis. En premier lieu, il a déploré que les cours obligatoires d'histoire aient été évacués des programmes de trois années sur les cinq que compte le cours secondaire. De même, au niveau collégial où, même dans le secteur général, un élève peut obtenir son diplôme sans avoir suivi un seul cours d'histoire. Selon lui, à l'instar des spécialistes et des enseignants d'autres disciplines, les historiens auraient dû exercer des pressions plus énergiques sur le ministère de l'Éducation, à l'époque de la réforme du

système de l'enseignement, afin de conserver des cours d'histoire en plus grand nombre.

Par ailleurs, monsieur Vaugeois a proposé à l'auditoire quelques réflexions précisément sur le rôle des intellectuels dans la société, en particulier les historiens. À son avis, les professionnels de l'histoire ne sont pas assez actifs dans certains secteurs stratégiques de la société. À titre d'exemple, lors de la récente réforme du Code civil du Québec, les historiens auraient dû exiger une mesure d'exception pour leur discipline au sujet des recherches dans les fonds d'archives privées. En effet, il semble que l'accès à la correspondance d'une personne soit désormais interdit par la loi, même après son décès, sauf si l'on obtient une permission expresse des descendants. Plusieurs croient que cette législation créera des problèmes importants à de nombreux historiens dans la poursuite de leurs travaux.

La relative absence des historiens de la scène publique se mesure aussi au sein de la structure de l'État québécois. De plus, dans leur sphère propre ou plus traditionnelle, celle de l'université, les historiens deviennent malgré eux des gestionnaires. Le temps consacré au fonctionnement des unités d'enseignement, aux demandes de subvention et à d'autres tâches de cette nature est directement soustrait de celui affecté à la recherche et l'écriture. Conséquemment, les historiens produisent moins, ils sont moins lus et, en bout de ligne, moins connus.

En fait, notre conférencier estime que la diffusion de l'histoire est certainement une voie prometteuse. Il n'y a pas si longtemps, les historiens avaient le choix entre deux activités principales: l'enseignement et la recherche. Or nous savons que l'emploi dans ces domaines a connu des transformations importantes au cours des dernières années et il devient de plus en plus évident que l'avenir professionnel des nouveaux historiens se trouve aussi, et peut-être surtout, dans d'autres secteurs d'activités. Monsieur Vaugeois a d'ailleurs terminé son exposé en énumérant quelques critères qui, à son avis, détermineront la réussite d'un jeune diplômé. Pour percer comme historien, il faut posséder une vaste culture et savoir trouver rapidement ce que l'on cherche. Il faut être intelligent, témoigner d'une vive curiosité intellectuelle et exercer le doute et la critique systématiques. De plus, parce que ce sont ses principaux «outils» de travail, l'historien doit posséder un réel talent pour lire, écrire et raconter. Enfin, il doit faire preuve d'une grande disponibilité.

Discussions et débats

Le programme du colloque proprement dit a été divisé en deux blocs distincts. Le premier était consacré à la tenue de discussions. En principe, chaque étudiant participait à deux séances d'une durée de deux heures. Composé d'une dizaine de participants, chaque groupe était dirigé par un animateur-étudiant, tandis qu'un autre étudiant recevait sur place le mandat de consigner par écrit l'essentiel des échanges en vue d'un rapport à la séance plénière. Prévus en fin de journée, cette mise en commun des observations avait pour objectif de dresser une sorte d'«état de la question» sur chacun des thèmes et d'identifier, s'il y a lieu, les avenues d'amélioration. Le second bloc du programme, dans l'après-midi du dimanche, laissait la parole à quatre invités du monde professionnel de l'histoire qui, sur certains thèmes du colloque, devaient mettre en perspective, voire confronter, les idées des étudiants. Effectivement, il nous avait semblé essentiel de donner un écho à la fois différent et très concret aux opinions et observations des participants qui, avouons-le, sont parfois marquées au coin de l'idéalisme. Les invités de cette dernière séance du colloque étaient Yves Beauregard, directeur de la revue d'histoire *Cap-aux-Diamants*, Pierre Letarte, professeur d'histoire au collège de Trois-Rivières, André Ségal, professeur au département d'histoire de l'Université Laval, et Denis Vaugeois, éditeur et directeur des Presses de l'Université Laval.

Dans les lignes qui suivent, nous ferons donc état de l'ensemble de la discussion sur chaque thème, en empruntant chaque fois le même parcours: après un rappel des thèmes des séances tels qu'ils avaient été définis et proposés à l'origine du projet, il sera question des observations formulées par les étudiants en séances de discussion et en séance plénière, et enfin, en guise de réponse à ces derniers, le témoignage des invités à la séance de clôture.

Le besoin de l'histoire dans le Québec contemporain

Quand les hommes et les femmes du Québec se réclament du passé pour appuyer un jugement ou étayer une opinion, expriment-ils le besoin de connaître les fruits de la recherche historique ou se contentent-ils des lieux communs de la mémoire collective? À l'heure des débats sur l'avenir politique du Québec, et quand s'impose une réflexion en profondeur sur les acquis sociaux de la Révolution tranquille, peut-on croire que le discours des historiens est plus que jamais nécessaire? Sinon, les historiens peuvent-ils aller jusqu'à susciter un véritable besoin social de l'histoire et de ses réponses spécifiques?

La réflexion sur ce thème général du besoin d'histoire dans la société a mis en lumière un état de fait apparemment paradoxal. D'une part, les participants ont remarqué que les signes d'un réel intérêt pour l'histoire au Québec sont relativement faciles à identifier. On en veut pour preuve le nombre important de produits médiatiques (émissions de télévision, livres, fêtes populaires) qui utilisent largement des références au passé, indépendamment de l'exactitude des faits illustrés. Plusieurs autres exemples pourraient encore appuyer cette observation.

D'autre part cependant, quand on scrute plus attentivement ce besoin social d'histoire, il semble que les références au passé demeurent le plus souvent au niveau du romantisme ou de l'esthétisme, allant parfois jusqu'à l'idéalisation d'un onirique Âge d'or. Le seuil, qui ouvre sur l'analyse critique éclairée par le passé est rarement franchi. En somme, il apparaît que l'histoire est une discipline sous-exploitée ou mal exploitée dans la société québécoise. Cette situation serait en partie explicable, selon les étudiants, par la persistance d'un fossé trop large entre la recherche en histoire et sa diffusion.

Une fois le constat établi, on est placé devant le dilemme de «l'œuf ou la poule». Les historiens devraient-ils élargir le rayonnement de leurs travaux pour susciter, à moyen ou à long terme, un «appétit» pour l'histoire? Cela s'approche sans doute de la logique de certains experts en marketing qui s'emploient à créer de nouveaux besoins de consommation. Envisagé à l'opposé, le besoin d'histoire ne devrait-il pas plus naturellement appeler la diffusion des connaissances, amener les chercheurs à répondre à des besoins très précis? Sans trop d'hésitation, la majorité des participants a opté pour la voie audacieuse où, idéalement, la communication de l'histoire pourrait créer un goût réel de connaître le sens du passé.

C'est aussi avec des termes propres à la réalité du marché qu'André Ségal a voulu partager avec les participants quelques-unes de ses convictions. À son avis, la vulgarisation de la recherche est une activité de grande importance pour la discipline historique. Pour contrebalancer certains jugements condescendants à propos du travail de vulgarisation, monsieur Ségal propose une vision où l'historien doit s'élever et non s'abaisser pour communiquer à un large public. Appelé à transmettre son savoir, l'historien doit en effet se dégager des masses de documents et d'informations qu'il traite afin de donner à son discours la clarté qu'il faut pour intéresser un auditoire ou des lecteurs. Le chercheur-communicateur doit aussi être très respectueux envers le public auquel il s'adresse. Principalement parce que celui-ci est libre et l'historien doit trouver les moyens de le captiver.

En dernier lieu, André Ségal croit que, pour occuper toute sa place au sein de la société, l'histoire doit s'engager. Loin d'être partisane au sens strict du terme, sans non plus pouvoir revendiquer une véritable neutralité, l'histoire écrite à une époque donnée propose à ses contemporains un sens du monde et de son évolution.

L'histoire qui s'enseigne

Pour traiter de la diffusion de l'histoire au Québec, il est nécessaire de scruter le monde scolaire québécois en rapport avec la manière dont on y enseigne l'histoire. Cette réflexion peut s'articuler autour de quelques préoccupations telles que la mission essentielle de l'enseignement de l'histoire, à mi-chemin entre la transmission de connaissances factuelles et l'initiation à une méthode de travail et de pensée; les liens ou les distorsions entre les programmes des niveaux secondaire, collégial et universitaire; la formation des maîtres de niveau secondaire qui connaît actuellement une sorte d'impasse, du moins en ce qui concerne l'histoire; plus globalement, le type de citoyen que l'on forme ou que l'on devrait former par le biais de l'enseignement de l'histoire.

Ces différentes pistes de réflexion ont suscité chez les participants des commentaires qui se résumeraient en trois éléments principaux. D'abord, plusieurs ont observé une faiblesse des liens entre les trois niveaux d'enseignement de l'histoire (secondaire, collégial et universitaire). Fonctionnant apparemment comme des mondes séparés, chacun atteindrait sans doute des résultats plus appréciables s'il était structuré selon un cursus plus organique et plus cohérent.

Par ailleurs, un grand nombre ont fait remarquer que le contenu des programmes d'histoire de niveau secondaire constitue un véritable carcan où l'uniformité et la rigidité semblent être les règles d'or. En dernier lieu, plusieurs étudiants ont signalé la grande importance de la pédagogie, d'un véritable art d'enseigner qui permette aux élèves d'acquérir les bases d'une culture historique solide.

Dans cette même foulée, Pierre Letarte a lui aussi mis l'accent sur la nécessité d'une bonne pédagogie. Selon la structure actuelle des programmes scolaires, il faut de toute évidence réaliser que, pour la majorité des gens, les principaux contacts avec l'histoire sont établis pendant seulement deux années, parfois trois, du cours secondaire. Par conséquent, il est capital que les titulaires de ces classes accordent un soin tout particulier à leur enseignement. En définitive, un professeur d'histoire ne peut se permettre une attitude blasée et formaliste avec ses élèves, tant pour l'avenir

de la discipline que pour la vie de ces futurs citoyens que sont ces élèves. Il reste cependant à déplorer certains exemples qui, selon les termes des conventions collectives, crée des situations où des professeurs d'économie ou de biologie acceptent ou sont obligés d'enseigner l'histoire...

Présence ou absence de l'histoire dans les médias

En jetant un rapide coup d'œil sur le monde québécois des médias, il semble que celui-ci se nourrit abondamment d'histoire. Nous en voulons pour preuve le nombre assez impressionnant de films, de téléromans et d'émissions à caractère historique qui nous sont présentés au cours d'une année. Il faut cependant admettre que le contenu historique de ces productions revêt souvent un caractère incomplet, tronqué ou romancé. De plus, il semble que la compétence de l'historien est très peu sollicitée par le monde particulier de l'information. En fait, les médias peuvent-ils faire œuvre d'éducation historique sans tomber dans le genre scolaire? Y aurait-il lieu d'imaginer de nouveaux modes de diffusion de l'histoire à travers les médias? Pour assurer la qualité du contenu historique des productions, les historiens peuvent-ils et doivent-ils jouer un rôle actif dans le monde des communications?

Tous ont semblé généralement d'accord avec ce constat pour le moins ambivalent: l'histoire est sollicitée par les médias, mais les historiens en sont souvent les grands absents. Les exemples apportés pour appuyer ce propos sont assez éloquents. Des émissions d'affaires publiques à la télévision traitant de la question autochtone invitent très régulièrement des sociologues, anthropologues, juristes ou politicologues; il est exceptionnel d'y voir figurer un historien. Plusieurs participants ont suggéré que les historiens deviennent plus audacieux en prenant librement la parole pour corriger ou dénoncer des erreurs trop graves véhiculées par les médias. Les professionnels de l'histoire pourraient également initier des projets de communication ou de vulgarisation de l'histoire destinés spécifiquement aux médias. Cette nouvelle contribution des historiens impliquerait nécessairement, qu'à l'intérieur de la profession, on reconnaisse toute la valeur de la vulgarisation.

Ayant assez souvent travaillé dans le monde des médias et parce qu'il dirige la revue *Cap-aux-Diamants*, publication qui fait œuvre de vulgarisation de l'histoire, Yves Beauregard a voulu intervenir sur ce sujet particulier. Il croit fermement que l'histoire peut jouer un rôle significatif dans la conception et la réalisation de projets de communication médiatique. L'historien doit d'abord reconnaître la compétence propre des artisans du monde des communications mais, par sa culture, sa rigueur intellectuelle et

méthodologique, il peut sans doute influencer positivement la production dans ce domaine. Monsieur Beauregard a tenu à dénoncer, par la même occasion, la présence de certains commentateurs ou conseillers qui prennent la parole dans les médias en se présentant faussement comme historien. À son avis, il s'agit là une situation à laquelle les professionnels de l'histoire devraient réagir.

La production écrite des historiens

Liée de près au thème des médias, il y avait lieu de jeter un regard particulier sur la production écrite des historiens. Pour alimenter le débat, citons un commentaire déjà entendu: «En publiant plus ou moins régulièrement les résultats de leurs recherches, les historiens ne font que garnir les rayons des bibliothèques, tout au plus entretiennent-ils par là une forme de *correspondance* entre initiés.» Avec quels arguments peut-on appuyer ou réfuter cette affirmation? La vulgarisation efficace de la recherche historique est-elle possible? Si oui, devrait-elle constituer un devoir pour les historiens?

Les étudiants qui ont participé à cette discussion ont fait valoir que la communauté des historiens profiterait certes d'un développement de la vulgarisation, tant pour les échanges entre les historiens eux-mêmes que pour l'élargissement de l'audience de leurs travaux chez les amateurs d'histoire. En fait, la vulgarisation devrait devenir une forme de spécialisation à l'intérieur de la profession; ces experts en communication pourraient établir les passerelles nécessaires entre la recherche et la transmission des résultats au public. On a cité en exemple le nombre élevé de productions qui diffusent des connaissances scientifiques dans plusieurs domaines; ces façons de faire devraient inspirer la mise sur pied de projets où serait clairement déterminé le mandat de transmettre les connaissances historiques.

Invité à donner son point de vue sur cette question, Denis Vaugeois a indiqué d'emblée sa conviction: la vulgarisation efficace et intelligente est tout à fait réalisable. Il a alors cité en exemple le cas de l'historien français Jean Favier qui a publié, ces dernières années, des ouvrages d'histoire dans lesquels l'appareil critique était réduit à son minimum. Sa manière de faire ne lui a pas valu le désaveu de ses pairs puisqu'il a été nommé récemment directeur de la Bibliothèque nationale de France. Plus qu'un simple lieu commun, monsieur Vaugeois estime qu'au moment de publier un ouvrage, les historiens doivent se convaincre d'une chose: il faut écrire pour être lu. Et il croit qu'un des moyens pour y arriver est d'articuler la recherche historique sur le présent, sur les préoccupations et les valeurs de nos contemporains.

L'éditeur a terminé son intervention en rappelant une situation particulière liée directement à la recherche historique et à la production écrite. Depuis une dizaine d'années, en fait depuis l'entrée en vigueur de la Charte canadienne des droits et libertés, les juges de la Cour suprême du Canada ont produit une quantité impressionnante de dossiers à caractère historique pour les besoins des causes entendues.

Métier d'historien: singulier ou pluriel?

Au cours des trente dernières années, les finissants des départements d'histoire des universités québécoises se dirigeaient massivement vers l'enseignement dans les écoles secondaires et les collèges. Or depuis que le marché du travail connaît une contraction importante dans ce secteur, et surtout depuis la refonte du programme de formation des maîtres du niveau secondaire, il faut reconsidérer sérieusement l'avenir professionnel des étudiants en histoire. De plus en plus, on nous invite à devenir les créateurs de nos emplois ou à chercher de nouvelles avenues pour offrir nos services. Comment envisager l'avenir concrètement?

À cette question cruciale, un grand nombre de personnes présentes au colloque ont parlé de la nécessité de la polyvalence. Il est évident que le marché de l'emploi dans lequel nous nous préparons à entrer est pluriel. Par conséquent, les diplômés en histoire devront envisager différentes manières de faire valoir leurs compétences, quitte à devenir les créateurs de leur emploi. Ce plan d'avenir idéalisé implique que, avec audace et détermination, on arrive à créer un besoin en matière d'histoire et plusieurs participants le croyaient possible.

En matière de création d'emploi précisément, nous avons voulu inviter Yves Beauregard pour qu'il nous fasse part de son expérience. De fait, le directeur de la revue *Cap-aux-Diamants* représente «l'exemple vivant» d'un jeune historien qui, avec un groupe de collègues, a créé son propre emploi. Monsieur Beauregard a été vivement intéressé par ce thème et il a voulu, par le biais de son itinéraire professionnel, donner quelques conseils et exprimer ses opinions en cette matière.

En premier lieu, il a fortement suggéré aux étudiants de garnir avec intelligence leur curriculum vitæ. Par des engagements et du travail bénévole dans différents organismes, le futur diplômé accumule cette précieuse expérience qu'un jour un employeur voudra trouver chez lui. Pour illustrer son propos, monsieur Beauregard a fait état de quelques étapes de son cheminement professionnel où il a tour à tour travaillé dans des musées, comme guide touristique, dans une société historique et dans un centre de

recherche. Il a ajouté que cette recherche d'expérience professionnelle doit commencer pendant la période de formation ou dès le début des études universitaires.

L'histoire politique

Depuis une vingtaine d'années, les historiens québécois ont, semble-t-il, délaissé la recherche en histoire politique. Serait-ce simplement une question de mode ou cela témoignerait-il, plus profondément, d'un désintérêt des Québécois pour la chose politique? Cet état de fait constitue-t-il un appauvrissement de la recherche et du discours des historiens? Les ouvrages dont nous disposons en cette matière souffrent-ils de vieillissement et de non-renouvellement? Par ailleurs, peut-on croire que le contexte préréférendaire au Québec appelle une prise de parole des historiens qui puisse éclairer la réflexion et le jugement des citoyens?

Un peu comme les observations faites sur le thème de l'histoire et les médias, plusieurs étudiants ont fait remarquer que les historiens étaient très peu présents sur la scène publique au Québec pour apporter l'éclairage spécifique de leur discipline. Le relatif manque de visibilité des historiens que l'on a relevé précédemment vaut également dans le champ particulier du politique. De nouveau, les étudiants ont souhaité que les historiens témoignent de plus de hardiesse pour prendre la parole en certains moments opportuns de la vie politique en général, et au cœur du débat préréférendaire en particulier. Certains participants ont cependant suggéré de faire une importante distinction à ce sujet: à titre de professionnel de sa discipline et intervenant en cette qualité, l'historien ne saurait devenir partisan. Son rôle consisterait davantage à proposer à ses concitoyens une compréhension et un sens du passé, dont on se réclame parfois à tort et à travers.

Denis Vaugois et André Ségal ont voulu, quant à eux, ajouter à ce sujet que l'histoire doit être engagée socialement, mais non inféodée à un parti ou une cause.

Au terme de ce colloque, comme de cette relation, certaines idées ont conservé une résonance plus longue, comme des harmoniques parfaites qui durent plus longtemps que d'autres dans l'oreille du mélomane. Il nous apparaît tout d'abord que ce projet de colloque sur le thème de la diffusion de l'histoire n'était pas le fruit du hasard; disons plutôt qu'il a pris naissance et a été jugé pertinent dans un contexte assez large de préoccupations à propos de la discipline historique.

Les idées majeures qui se sont imposées au cours des échanges, comme autant de nécessités pour l'avenir de la pratique de l'histoire, s'articulent

toutes autour d'un état d'esprit qui, de l'avis des participants, devrait caractériser l'historien: l'audace. De fait, prenant en compte l'héritage appauvri que nous lègue l'enseignement de l'histoire depuis plus de deux décennies au Québec, il est fort probable que les historiens devront bientôt être les promoteurs d'une culture historique plus large et plus critique chez un grand nombre de nos concitoyens.

Plus présents sur la scène publique, les historiens devront aussi envisager des formes concrètes de solidarité entre les membres de leur profession. Sans préconiser un esprit corporatiste à outrance, plusieurs participants ont néanmoins souhaité la création d'un regroupement des historiens. Il semble, en effet, que ceux-ci sont parmi les rares professionnels à ne pas posséder d'association. Comme notre vie sociale et politique est largement animée par des groupes de pression ou de défense d'intérêts, nul doute que les historiens auront avantage à mettre sur pied une structure de ce type pour agir efficacement.

Ajoutons aussi qu'à notre avis, les historiens pourront jouer ce rôle social d'autant mieux qu'ils occuperont une place significative parmi les intellectuels de la société. Quand ils seront sollicités aussi fréquemment que d'autres spécialistes pour intervenir dans un débat de société, ou encore pour collaborer à des productions médiatiques ou culturelles, on pourra alors parler plus naturellement d'une place nécessaire de l'histoire dans notre société.